



Vers des allocations universelles pour les enfants en Tunisie : une analyse de simulation du coût, de la faisabilité, de l'impact macroéconomique, des effets socio-économiques et des rendements à long terme

Les enfants en Tunisie

Environ **3,4 millions** d'enfants
(**28% de la population**)

En **2030**, les enfants représenteront **26%** de la population, et en **2070**, seulement **18%**

Taux de pauvreté globale en 2022 est de **16,6%**, tandis que la **pauvreté des enfants** est de **25,9%**

Coût pour implémenter une AUE (Allocation Universelle Enfant)

Montant : **432 TD/enfant/an**



Coût total pour 2024 : environ **1,5 milliard de DT (1,6 % du PIB)**

Répartition du financement

- ✓ **30 %** des enfants les plus pauvres couverts par le **budget national**
- ✓ **70 %** restants couverts par les **régimes de sécurité sociale**
- ✓ Allocation de **1,4 % du budget national** pour le programme AUE

Impacts de l'implémentation d'une AUE en Tunisie

Économiques

- Pas d'effets négatifs sur la croissance du PIB
- Pas d'aggravation inflationniste
- Pas de réduction de l'offre de travail

Équité

- Bénéfices plus importants pour les ménages les plus pauvres
- Réduction significative de la pauvreté des enfants à 6,9 %

Rendement à long terme: Un investissement rentable

- Augmentation du revenu médian sur la durée de vie
- Rapport bénéfice/coût de 1,92



L'AUE devrait couvrir 70 % des enfants via la sécurité sociale, le reste par le programme AMEN Social. Cette approche est financièrement abordable.

Le gouvernement tunisien devrait lancer l'AUE pour tous les enfants avec un transfert initial de 432 DT/an, cette politique réduirait la pauvreté des enfants sans nuire à l'économie.

Augmenter la participation des femmes au travail est crucial pour maximiser les bénéfices de l'AUE à long terme.

Recommandations

Le financement extérieur de l'AUE pourrait stimuler la croissance. Les options incluent des obligations à impact social et l'aide de la diaspora.

Renforcer l'identification des enfants non-couverts par la protection sociale est essentiel, via des recoupements de données et des mécanismes de re-certification.

Pour la pérennité de l'AUE, le gouvernement doit envisager des réformes fiscales et améliorer l'efficacité des dépenses publiques.